Série pratique de MG

La médecine générale au Vietnam ou l

Pour ses numéros d'été, le journal du Médecin se penche sur quatre pratiques de médecine générale, dans quatre pays différents, et même quatre continents différents. Au menu de ce tour du monde de la première ligne, le Canada, la Guinée, le Portugal et le Vietnam. Après une escale au Canada, direction le Vietnam. Un tout autre décor. Du médecin de famille canadien, on passe effectivement au médecin fonctionnaire de l'État.

La médecine générale n'existait tout simplement pas au Vietnam avant le XXI^e siècle. « Quand j'ai commencé mes études, le concept de médecine de famille était nouveau. Il n'y avait pas beaucoup de monde connaissant ce modèle », confie Liem Than Vo, professeur de médecine de famille à l'Université Pham Ngoc Thach (UPTN) de Hô-Chi-Minh-Ville (HCMV) et ancien doctorant de l'ULiège.

Pour mieux comprendre la médecine générale au Vietnam, il est donc intéressant de se pencher sur le système de santé du pays. On peut disséquer ce système pour le séparer en trois pans : une première ligne, une seconde ligne, et la pratique privée/publique.

Première ligne

« Le première ligne de soins au Vietnam se compose de postes de soins primaires (PSP), de polycliniques, de cabinets de médecins spécialistes pratiquant de manière privée en solo, de pharmacies, ou encore de cabinets et de services de médecine traditionnelle », détaille le professeur de l'UPTN.

Les PSP font la part belle aux programmes verticaux, souvent préventifs, notamment soutenus par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) tels les programmes de lutte contre le virus du sida et la tuberculose. Le médecin, souvent assisté d'autres professions médicales, y fait peu de curatif, et s'il existe, il est de faible qualité. Ces soins sont gratuits pour la population générale.

« Les PSP ne représentent évidemment qu'une partie de l'offre de soins de la première ligne », complète le Pr Liem Than Vo. « Il faut dire que ces postes n'ob-

tiennent pas encore le soutien de la population, qui considère que les PSP sont pour les patients qui n'ont pas les moyens d'aller à l'hôpital. Les PSP sont moins bien équipés, disposent de moins d'expertise, moins de médicaments. C'est pour cette raison que les patients préfèrent se diriger vers l'hôpital, les polycliniques ou cabinets privés, ou encore directement aller en pharmacie pour aller chercher des médicaments, puisque la plupart du temps, ils sont en vente libre, sans ordonnance. »

Et si les postes de soins primaires n'ont pas la confiance de la population, ils n'ont pas non plus celle de l'État. « Les PSP endossent principalement trois rôles : un curatif, un préventif, et un rôle de santé publique. Pourtant, aujourd'hui, les PSP ne sont considérés que pour ces deux derniers rôles. Cela se manifeste à travers différentes décisions gouvernementales qui ne donnent pas de responsabilités ni de ressources aux PSP pour s'occuper du curatif. »

Au Vietnam, une médecine générale de première ligne structurée et efficace est donc encore, aujourd'hui, quasi absente.

La deuxième ligne

Ce constat conduit à l'encombrement des services hospitaliers, en particulier des services d'urgence. « Par exemple, dans une ville comme Ho Chi Minh, de plus de neuf millions d'habitants, l'absence de centres médicaux de première ligne conduit à des situations inextricables où l'on peut quotidiennement observer des files de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de personnes attendant des soins pendant des heures dans les services d'urgence hospitaliers. »¹

Le manque de crédibilité des postes de soins primaires pousse la population à aller directement en pharmacie, où la plupart des médicaments ne nécessitent pas d'ordonnance et sont en vente libre.

Ainsi, même si les soins dispensés en hôpitaux sont jugés meilleurs qu'au sein de la première ligne, un premier problème apparaît : le déséquilibre de l'offre de soins curatifs en première ligne par rapport à la seconde. « Bien que le système de soins de santé soit très structuré, sa gestion pose problème », indique le Pr Liem Than Vo. « Le réseau de postes de soins primaires par exemple est très répandu avec plus de 11.800 postes couvrant 99,8 % du territoire, mais il ne s'occupe que d'environ 15 % de l'offre de soins médicaux en tout et reçoit beaucoup moins d'investissement par rapport aux hôpitaux qui sont surchargés par des patients qui n'ont généralement que des problèmes bénins. »

Médecin fonctionnaire

Ce problème systémique est renforcé par le fait qu'au Vietnam, la plupart des médecins sont fonctionnaires. « Plus de 90 % des professionnels de la santé sont fonctionnaires de l'État », explique l'an-

cient doctorant de l'ULiège. « Ils perçoivent directement leur salaire de l'État. Mais comme ce salaire est maigre, la majorité a également une ou plusieurs